

Sommaire

page 1	Edito:	Tourmente en Amérique latine
page 2	Analyse :	Le gouvernement guatémaltèque reste muet face à la crise humanitaire
page 3	Projet:	Le projet uruguayen soutenu par la CSSR de 2014 à 2016: un vrai succès!
page 4	En bref:	Nouvelles du Nicaragua, janvier 2019 Chiapas: Madre Tierra Mexico a aidé la caravane de migrant·e·s centre-américain·e·s

Engagée pour la santé!

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Viêt Nam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Edito

Tourmente en Amérique latine

Dans notre bulletin n°167, en 2014, nous avions des ailes car, en Amérique latine, les bonnes nouvelles – ou plutôt des chefs d'état prometteurs – se succédaient: Morales en Bolivie, Correa en Equateur, Vazquez en Uruguay, Ortega au Nicaragua et bien sûr toujours Cuba. Chavez était mort en 2013 et il n'a pas été facilement remplacé par Maduro. Mais même comme ça, nous étions optimistes et avons intitulé notre éditorial «*Des raisons d'espérer, des raisons de se solidariser!*»

Nous qui soutenions et soutenons toujours des projets en Amérique latine (actuellement en Bolivie, en Equateur, au Nicaragua, et au Guatemala), nous avons l'impression qu'une période faste s'ouvrirait, en tout cas du côté de nos bénéficiaires. Car il est plus facile de formuler et d'appuyer des projets dans des environnements socio-politiques qui stimulent les personnes à prendre leur vie en mains et à s'organiser. C'était la situation en Amérique latine il y a cinq ans.

Aujourd'hui, les choses ont changé. Des raisons intrinsèques à ces pays où nous collaborons avec la population dans des projets sanitaires divers, mais aussi des raisons extrinsèques, dont la principale s'appelle Trump, nous placent dans des situations imprévisibles.

Par exemple, en avril 2018, le projet de soutien aux infirmières à l'université de Matagalpa, bien qu'approuvé par la FGC, n'a pas pu démarrer, puisque l'université a été fermée pendant plusieurs mois. Dans ce cas précis, combien il est difficile de rester clairvoyant·e·s! Entre les articles biaisés de la presse occidentale, la

guerre verbale entre les camps en présence sur le terrain, images horribles à l'appui, nos liens quotidiens mais néanmoins contradictoires avec le Nicaragua... il faut de la patience et de la disponibilité pour comprendre une situation qui nous dépasse et admettre que les dynamiques politiques, en tout cas en Amérique latine, ne sont pas celles de l'Helvétie. Pour la CSSR, il a fallu aussi accepter d'attendre et de retoucher le projet.

Après une tentative de renversement du gouvernement au Nicaragua, même topo cette fois dans un pays immensément riche et grand: le Venezuela. Dans la mire de Trump se trouvent en tout cas ces trois pays: Nicaragua, Venezuela, Cuba. Bientôt le Mexique et la Bolivie? Difficile de le prévoir aujourd'hui.

En tout cas, s'il n'y a pas tellement de raisons de se réjouir et d'espérer, comme en 2014, il y en a toujours de se solidariser. C'est ce que nous continuons de faire, dans nos différents projets en Amérique latine: soutien aux personnes porteuses du VIH et leurs familles en Bolivie, soutien aux personnes victimes de la pollution produite par les multinationales en Equateur, soutien aux étudiantes infirmières au Nicaragua et aux populations guatémaltèques marginalisées par les grandes entreprises. Solidarité avec les peuples nicaraguayen et vénézuélien qui luttent contre l'intervention étrangère des USA (ou de l'UE) et contre la machine médiatique internationale, dont le but est simplement la reprise du pouvoir par l'opposition de droite et les oligarchies de toujours.

Viviane Luisier, présidente

Le gouvernement guatémaltèque reste muet face à la crise humanitaire

Un an et demi après la brutale délocalisation de la communauté Laguna Larga au Guatemala, les déplacé·e·s internes installé·e·s à la frontière mexicaine survivent dans des conditions indignes.

Béatrice Junod et Alicia Pary

Entre 2016 et 2018, la CSSR a soutenu un projet de formation de promoteurs·trices de santé aux côtés de l'association ACCODIL. Ce projet comporte également un volet de plaidoyer pour le droit des habitant·e·s de la région à rester sur leurs terres. En effet, dans les années 90, le Conseil national des zones protégées (CONAP) a déclaré plusieurs territoires «zones protégées». Les communautés ont alors subi des pressions de la part des autorités pour les évacuer, alors même que plusieurs d'entre elles y sont installées depuis les années 60, 70 ou 80, pour motifs économiques ou pour fuir les persécutions du conflit armé. D'autres possèdent des accords d'exploitation de ces terres avec le gouvernement ou une permission de rester, officielle mais limitée dans le temps¹.

Depuis les années 2000, la situation s'est progressivement détériorée. Les membres de ces communautés sont victimes d'une politique de harcèlement, par le biais de fausses accusations, de détentions arbitraires, de fouilles répétées et de menaces d'éviction forcée. Un climat de tension et de peur s'est installé.

Le 14 juin 2017, 1400 soldats ont délocalisé la communauté Laguna Larga. Ils ont détruit les maisons, confisqué ou tué le bétail et les 111 familles ont dû se réfugier à quelques kilomètres de là,



L'équipe en charge du plaidoyer auprès des autorités, au Péten.

© ACCODIL

sur la frontière entre le Guatemala et le Mexique. Depuis, elles vivent dans un dénuement total, alors que le dialogue avec le gouvernement stagne.

Nous avons posé quelques questions à l'avocat Juan Castro, qui, dans le cadre du projet, accompagne l'équipe en charge du plaidoyer.

1) Quelle est la situation actuelle des familles installées à la frontière ?

La communauté Laguna Larga vit une

crise humanitaire. Ces personnes n'ont ni logement, ni eau potable, elles ne peuvent pas non plus produire d'aliments, n'ayant pas de terre pour semer. Elles survivent grâce à une aide minimale du gouvernement, au soutien d'organisations humanitaires. Certain·e·s travaillent dans des fermes alentours pour gagner un peu d'argent. Elles ont un besoin de médicaments, d'aliments durables. L'hiver va être difficile vu leur état de santé précaire. Elles n'ont pas d'accès à un hôpital et le déplacement au Mexique est difficile au vu de leur statut. Le gouvernement leur a donné quelques médicaments de base, mais pas d'assistance médicale permanente.

2) En quoi consistent les medidas cautelares (mesures de précaution) ordonnées par la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) en septembre 2017 ?

La CIDH demande au Guatemala de garantir la vie et l'intégrité physique de la communauté, c'est-à-dire garantir l'alimentation, le logement, l'assistance



Depuis quatre mois, la communauté expulsée de Laguna Larga réside dans un campement à la frontière du Mexique.

© Foto Prensa Libre: EFE

¹ Source : Collectif Guatemala, Perenco : exploiter le pétrole coûte que coûte, 2011.

médicale, la continuité de l'éducation, la possibilité de cultiver et de récolter des aliments et la continuation du dialogue. Le gouvernement avait 20 jours pour réagir. Les avocats ont recouru devant la Cour constitutionnelle pour exiger que le gouvernement réponde à ces exigences.

3) Un retour de ces personnes est-il envisageable ?

Légalement, un retour est possible. La loi permet que le CONAP signe une convention d'administration avec la communauté bien qu'elle soit en zone protégée. Dans certaines zones, il n'est pas interdit de demeurer de manière permanente. Actuellement, il existe un recours en protection auprès du CONAP pour qu'il autorise un retour provisoire. La communauté pourrait éventuellement être relocalisée, mais cela implique une législation idoine et des mécanismes

légaux qui permettent de demeurer dans un lieu similaire ou offrant de meilleures conditions.

4) Quelles sont les perspectives de dialogue avec l'Etat guatémaltèque?

Une audience thématique a été annoncée devant la CIDH le 14 février 2019 au sujet des faits suivants : un membre d'une communauté a été assassiné par l'armée le 22 décembre 2018. En janvier 2019, une protestation a eu lieu à l'occasion d'une tournée d'inspection de la juge de première instance pénale. Elle a profité de la situation pour arrêter diverses personnes dans la communauté El Tigrillo. Cela a stoppé la manifestation, mais la communauté a profité de cette présence pour se plaindre des abus de l'armée et du personnel du CONAP. Ces faits ont motivé la relance du Dialogue National, mis en place en 2017.

Erratum :

Dans le bulletin n° 167 de mars 2018, l'article consacré à notre projet au Petén en p.2 rapportait que la décision de la CIDH d'adopter des mesures de précaution avait permis d'éviter la délocalisation de la communauté en question. En réalité, la délocalisation avait bien eu lieu et en conséquence, la CIDH avait voté ces mesures pour obliger le gouvernement guatémaltèque faire face à ses responsabilités envers ses citoyens déplacés. Toutes nos excuses pour cette erreur.

Alicia Pary

Projet

Le projet uruguayen soutenu par la Centrale de 2014 à 2016: un vrai succès!

La CSSR a la chance d'avoir soutenu un projet en Uruguay qui a été répliqué et développé grâce à la pugnacité de la sage-femme uruguayenne Miriam Verges. Conséquence de ce succès : nous pourrons bientôt vous présenter un projet de prévention de la grossesse adolescente au Pérou, né des échanges fructueux entre sages-femmes uruguayennes et péruviennes.

L'Amérique Latine est encore loin d'avoir un modèle de prise en charge périnatale équitable et respectueux des Droits Sexuels et Reproductifs des usagères du système de santé. Plusieurs pays latino-américains n'ont simplement pas de programme de formation pour sages-femmes et ce sont d'autres professionnel-le-s de la santé qui occupent la place de la sage-femme, portant atteinte au droit de toute femme enceinte d'être prise en charge et assistée par la professionnelle la plus qualifiée, selon l'OMS.

Pourtant, certains pays commencent à édicter des lois et des normes qui cherchent à protéger les droits des usagères. La plupart du temps, ces changements sont proposés par des sages-femmes qui répondent aux demandes des femmes et de leur famille, en désaccord avec le système dominant.

Dans les maternités publiques de Rocha et Young (Uruguay), un travail a été impulsé dans le sens d'une prise en charge



Fin 2018, forêt amazonienne péruvienne, une sage-femme se rend au chevet d'une parturiente. C'est avec elle et ses collègues que Mme Verges, sage-femme uruguayenne, a partagé l'expérience d'humanisation de l'accouchement vécue à Rocha, dans le cadre du projet avec la CSSR.

digne, adaptée aux besoins des femmes enceintes et de leur nouveau-né. Avec

Miriam Verges, Uruguay

l'appui de la Centrale Sanitaire Suisse Romande et de la Fédération Genevoise de Coopération, un travail de formation et de sensibilisation du personnel ainsi que de renouvellement et restauration des lieux a été effectué. Le premier effet de cette action fut la diminution du nombre de césariennes.

Le projet de la maternité de Rocha a démontré qu'il est possible de changer le modèle de prise en charge. Ces changements sont durables. Actuellement, le Système de Santé en Uruguay promeut la mise en place de "Bonnes Pratiques de Prise en Charge périnatale", de "Protocoles Humanisés" et d'installations de salles de naissance.

Ce projet s'est étendu dans tout le pays, mais aussi au-delà. C'est ainsi que l'équipe de Rocha a été invitée à partager son expérience pour impulser des projets périnataux humanisés au Pérou, en Argentine et bientôt en Equateur et au Venezuela.

Nouvelles du Nicaragua, janvier 2019

Si la situation de violence du pays s'est calmée, la société reste profondément divisée et la crise n'est pas résolue.

D'un côté, le gouvernement est soutenu par une partie importante du peuple sandiniste. Celui-ci a souffert pendant des mois à cause des «tranques» (barricades). Au cours des événements, la moitié des morts auraient été des policiers et des militant·e·s ou sympathisant·e·s sandinistes. Gouvernement et peuple sandiniste accusent les différents groupes d'opposants (étudiant·e·s, paysan·ne·s «anti-canal», évêques, patrons, partis politiques) d'avoir exercé la violence alors qu'ils-elles se proclament pacifiques, d'être à la solde des Etats-Unis, d'avoir tenté un coup d'Etat et de continuer de mettre le pays à genoux économiquement en demandant des sanctions de la part de Etats-Unis contre le Nicaragua. Néanmoins, le gouvernement affirme un retour à la normalité.

D'un autre côté, les opposant·e·s accusent les membres du gouvernement Ortega-Murillo d'être des dictateurs, d'avoir exercé une répression policière et paramilitaire ayant causé la mort de centaines de personnes, de poursuivre des représailles et des arrestations contre les opposant·e·s, condamnant des dizaines de milliers de personnes à l'exil.

Le Nicaragua est passé en quelques mois d'une croissance à 5 % pendant plusieurs années à une récession estimée à -5 % pour 2018 et 2019. La situation économique est critique, des centaines de milliers d'emplois ont disparu, surtout dans le tourisme, la construction et le commerce. La relance est impossible sans une sortie de la crise politique. C'est désormais la crise économique qui permet l'espoir d'une reprise du dialogue national et d'une amnistie pour des centaines de détenu·e·s, ce qui permettrait au gouvernement d'assumer ses responsabilités face à la situation du pays et

rendrait caduques les sanctions étatsuniennes contre le Nicaragua.

Gérald Fioretta,

ANS Association Nicaragua El Salvador

Chiapas:

Madre Tierra Mexico a aidé la caravane de migrant·e·s centre-américain·e·s

Face à la nouvelle de l'arrivée imminente de milliers de migrant·e·s expulsé·e·s de chez eux-elles par la violence et la pauvreté, provenant principalement du Honduras, Madre Tierra Mexico a mobilisé ses forces et s'est solidarisée avec cette population.

Nous nous sommes rapidement coordonnés avec l'équipe de notre centre de santé qui a rassemblé l'équipe médicale, les promoteurs·trices de santé et les organisations sociales de la région de la Costa de Chiapas, lieu de passage de la caravane.

Certain·e·s se sont demandé: faut-il vraiment les appuyer? ne serait-ce pas des délinquant·e·s? Car la rumeur, la

xénophobie et le racisme sont arrivés avant la caravane, répandus par les médias qui répétaient en boucle le discours de Trump. Madre Tierra a donc dû commencer par un travail de sensibilisation, face à une population chiapanèque elle aussi victime, depuis des années, de ségrégation due à la pauvreté.

Finalement, nous avons pu apporter notre aide en fournissant des aliments, des vêtements, de l'eau, des médicaments. Ce que l'équipe médicale a pris en charge, ce sont surtout des plaies aux pieds, miroir de ce que représente le chemin douloureux de l'exil.

D'autres soutiens ont rejoint cet élan de solidarité, mais nous n'étions pas assez nombreux·euses. C'est la première caravane qui a passé chez nous, mais l'exode humain pourrait continuer et, avec lui, notre solidarité. Le plus scandaleux, c'est l'absence totale, dans les médias mexicains, de toute référence au système économique et aux gouvernements complices responsables de cet exode.

Madre Tierra Mexico, décembre 2018



Poste de soins aux migrant·e·s sur la Costa de Chiapas © Madre Tierra Mexico

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, CH – 1205 Genève Tél : +41 22 329 59 37
– info@css-romande.ch - www.css-romande.ch **Versements** CCP 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1700 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien :** 20 CHF par an